que de notre parti et la nécessité de la Révolution.

***

Le lendemain a eu lieu la fête de famille annoncée. Un concert a commencé la fête.

Le citoyen Guiata prit ensuite la parole pour remercier le citoyen Guesde d'avoir bien voulu répondre à l'appel du Parti ouvrier lyonnais.

Celui-ci monte sur l'estrade où prennent place, à côté de lui, les citoyens Péronin et Froumajeu. Aussitôt le silence rétabli, l'orateur du Parti ouvrier prend la parole.

Tout d'abord il tient à remercier les camarades lyonnais d'avoir doté le parti d'un arsenal où sans cesse les munitions sont renouvelées. Cet arsenal c'est la coopérative, non pas sous sa forme bourgeoise, mais au contraire sous la forme véritablement socialiste. Lyon a montré ainsi tout le parti que l'on pouvait tirer de ces organisations.

Après cet exorde, Jules Guesde fait un exposé du socialisme.

Après avoir montré les classes disparaissant d'elles mêmes le jour où elles cessent de remplir une fonction sociale, — tels la noblesse et le clergé en 1789 — il indique comment à son tour la bourgeoisie capitaliste va subir cette loi de l'histoire.

La bourgeoisie ne remplit plus aucun rôle dans la société actuelle ; sa fonction se résume à s'abriter derrière son coffre-fort qu'elle emplit avec les sueurs et le sang du prolétariat. Son rôle historique est donc fini. Elle doit disparaître.

Ce sera bientôt, s'écrie Guesde, si aux élections de 1898, anciens et nouveaux militants savent faire leur devoir. Le parti socialiste a une poignée de représentants au Parlement, il en aura 150 après les prochaines élections.

Que fera alors la bourgeoisie ?

Elle essaiera de se servir des instruments de compression que le pouvoir met entre ses mains, mais tous ces instruments se retourneront contre elle.

Rappelant alors cette parole de Blanqui « qu'un pouvoir révolutionnaire qui, après vingt-quatre heures, n'aura pas su intéresser les masses à sa conservation, est un pouvoir de faillis et de banqueroutiers », l'orateur dit que le parti socialiste ne sera pas un failli, ni un banqueroutier.

Vingt-quatre heures après avoir mis la main sur le gouvernement, il exproprierа la classe capitaliste.

En terminant, Guesde salue le triomphe prochain et inévitable du socialisme qui, en jetant bas la muraille qui nous sépare de la société future, assurera l'émancipation définitive du prolétariat.

M. Deschanel à Carmaux

(De notre correspondant)

Carmaux, 28 décembre.

Si j'avais pu douter que la *Petite République* et le *Réveil du Nord* n'étaient pas en odeur de sainteté dans le monde opportuno-clérical, mes illusions se seraient dissipées hier.

Malgré de multiples démarches, je n'ai pu, en effet, obtenir l'indispensable laissez-passer qui aurait pu me permettre de contempler de près l'auguste personnage qui est venu porter la parole sainte à Carmaux et réchauffer le zèle des valets de Reille qui ont juré de tomber Jaurès.

On a usé du même procédé à l'égard de notre confrère Arnal, de la *Dépêche*.

Nous croyions trouver chez M. Deschanel — car la valetaille qui l'entoure ne nous intéresse guère — un adversaire au moins courtois. De ce côté là aussi [illegible]

Sur ce, disons que le leader du centre gauche est entré à Carmaux en catimini, comme un fuyard auquel l'ombre et le silence conviennent mieux que le bruit et les ovations enthousiastes.

Deschanel a été, pendant deux heures, tous les lieux communs dirigés contre le socialisme devant un auditoire de trois cents individus choisis parmi la domesticité des mines et de la verrerie Rasseguier.

La population n'était point hostile. C'est été faire trop d'honneur à tous les ratés de la politique qui escortaient M. Deschanel ; elle était souverainement indifférente.

Le succès, de l'avis des quelques opportunistes qui n'ont pas encore totalement renié l'idée républicaine, a été plutôt négatif.

J'oubliais de vous dire qu'après sa conférence, M. Deschanel s'est esquivé par une porte dérobée. Ce qui n'a pas empêché les opportunistes de voter un ordre du jour dans lequel ils célèbrent l'attitude de M. Deschanel qui a affronté avec une énergie *vraiment courageuse* : les portes de la cité carmausine, opprimée par le régime socialiste. »

On n'est pas plus grotesque.

Nous prions instamment nos correspondants de n'écrire les comptes qu'ils nous envoient pour insertion que d'un seul côté de la page.

Nous rappelons que nous ne tenons aucun compte des communications non signées.

LE CAS DE M. COUPEZ

Un homme furieux. — Tristes procédés de défense. — Les dessous d'une démission

M. Coupez n'est pas content. L'article que nous avons consacré hier, à son attitude, l'a mis en rage. Il écume. M. Coupez — dont la modestie est loin d'être l'apanage — aurait peut-être voulu que nous pleurions sur sa démission ? Hélas ! ce démissionnaire-là, est un des hommes dont on se passe. A sa présence pas plus qu'à son absence une assemblée, fût-elle simplement municipale, n'a rien à gagner ni à perdre. C'est pourquoi nous avons jugé son acte à sa valeur. Quant aux suppositions que nous avons faites sur les mobiles qui ont pu le déterminer, elles se trouvent pleinement justifiées par la lettre que nous adresse M. Coupez — lettre qui voudrait être injurieuse et menaçante et qui n'est que ridicule. Nous pourrions nous dispenser de la publier dans son intégralité. Nous nous en garderons bien, M. Coupez s'étant chargé de se déshabiller lui-même, de se montrer sous son vrai jour, de se mettre « tout nu ».

A Monsieur le Rédacteur en chef du journal l'*Egalité de Roubaix-Tourcoing*,

Dans un article que je ne veux pas qualifier, vous employez à mon égard, des insultes, des injures et des insinuations calomnieuses.

Vous parlez de trahison, de versatilité et de perfidie.

Trois grands mots auxquels je vais répondre :

Vous savez mieux que personne, par l'opinion publique, que j'ai été, que je suis et que je resterai un radical-socialiste, en un mot le défenseur de la République sociale ; et je vous défends à vous, Monsieur Siauve-Evausy, dont la classe ouvrière roubaisienne ne connaît pas le passé politique, de me suspecter.

Je vous sais maintenant un ardent collectiviste, d'une très grande envergure, un habile dictateur, vous vantant même de faire manœuvrer comme un général énergique le parti collectiviste à Roubaix et dans le Nord ; faites donc exécuter fidèlement par vos municipaux roubaisiens le programme de Lyon, notamment à travail égal, salaire égal. Vous passez sous silence, comme dans une opérette, les appointements des gros employés de la ville qui ne se contentent pas d'être brasseurs et marchands de liqueurs, touchent au budget de la ville huit et neuf mille francs par an, plus deux cents francs de gratification au quatorze juillet et cinq cents francs à la nouvelle année et cette année l'administration municipale a trouvé le moyen de les augmenter de cent francs, tandis que les employés subalternes restent au même taux.

Ce chapitre est long, mais pour le moment, j'en reste là, car la défense ira selon les attaques.

Je vais maintenant préciser les motifs qui m'ont déterminé à quitter la mairie :

J'ai accepté sincèrement et loyalement de travailler avec tous mes collègues à la cause du peuple — sans parti pris — et j'ai la prétention d'avoir rendu des services, mais depuis que j'ai protesté pour la question du drapeau, j'ai été mis à l'index, mes [illegible] et je pensais que la réélection (dont ma candidature a été un appoint pour la liste) allait modifier cette ligne de conduite.

Non, ce fut le contraire. Voyez plutôt; une réunion privée est faite pour choisir les délégués sénatoriaux, d'après l'ordre du tableau, comme troisième de la liste, je fus choisi avec l'engagement d'honneur de voter pour la liste; en séance, 12 conseillers m'ont rayé. Le preuve était évidente qu'une cabale était dirigée contre *nous*. Je dis nous, car j'ai des anciens collègues qui sont dans le même cas.

Arrivons maintenant à la question de l'ancien collège. J'ai déposé dans la session d'août 1892, un projet complet s'élevant à 410 mille francs dont 30 mille francs pour les travaux d'aménagements et 80 mille francs pour l'achat des lits, meubles meublants, et attirails de cuisine et d'administration.

Visitez Monsieur, ces immeubles et vous verrez qu'ils sont admirablement disposés, pour servir au desiderata du projet, appuyé par l'administration des hospices. Ce projet d'ailleurs, a été adopté à deux reprises différentes par le conseil municipal, notamment dans la séance du 10 avril dernier: il est vrai que nous étions à la veille des élections municipales.

Notez que le citoyen Lepers a défendu mon projet d'une façon énergique. Il doit sans doute, avoir lui aussi des araignées dans la tête.

Le « gros morceau » sera l'énergie électrique, mais cette question je la réserve.

Vous voulez vous aussi, Monsieur Siauve-Evausy, vous servir des procédés du *Roubaisien* et vous employer à ce que je vois des mots détournés, ainsi que les insinuations calomnieuses. Soyez logique. Mon écœurement est tellement profond, que j'ai hâte de terminer. Je suis à quoi m'en tenir sur les coulisses des assemblées délibérantes, moi libre et indépendant des cotteries politiques.

Je sors la tête haute du conseil, j'ai la conscience d'avoir rempli mon devoir et mon mandat, de n'en avoir pas profité, et d'être aussi pauvre que le jour où j'y suis entré et j'ai la consolation d'avoir l'estime de tous l'ouvriers.

Recevez monsieur le rédacteur en chef, mes salutations.

Ad. COUPEZ.

La lettre de M. Adolphe Coupez comprend deux parties : la première me vise personnellement, la seconde est dirigée contre l'administration et le conseil municipal de Roubaix. L'ensemble est diffus, vague, imprécis ; il y a des insinuations pas de faits ; des accusations, pas de noms.

Je passe sur les grossières malices qui ont pour but ne me représenter comme « un *habile dictateur, me vantant même* (sic) *de faire manœuvrer comme un général énergique* (resic) *le parti collectiviste de Roubaix et dans le Nord.* » Les camarades de Roubaix savent le cas qu'il faut faire de cette ridicule phraséologie. Depuis les élections municipales, je n'ai pas assisté deux fois aux réunions du Comité Exécutif et du Comité Central, absorbé que je suis par mes obligations professionnelles, il en est de même à Lille et... dans le Nord (!) malheureusement pour moi, — et pour moi seul ! Mais je retiens l'épithète *d'ardent collectiviste* que m'applique M. Coupez ; je l'accepte, je la souligne, je la livre à mes adversaires politiques comme la raison de la propagande incessante que, depuis vingt mois, je mène dans cette région, par la parole et par la plume.

Maintenant, quelque répugnance que j'éprouve à m'essayer à un plaidoyer *pro domo*, je ne crains pas d'inviter M. Coupez à faire l'histoire complète de mon passé politique. Il y verra qu'entré dans le Parti ouvrier en 1888, — à vingt-cinq ans — j'ai toujours défendu le Collectivisme avec la même ardeur, que frappé, à cause de mes opinions, en 1889, dans mon pain et celui de ma famille, — *des huit personnes dont j'avais à cette époque la charge* — je me fis alors *journaliste collectiviste* et que, depuis, je le suis toujours resté, préférant souffrir du besoin plutôt que de servir d'autres idées.

Vraiment ! M. Coupez a raison : je suis un ardent collectiviste... Je sais ce qu'il m'en a coûté matériellement !

Qu'après cela M. Coupez aille fouiller les dossiers de police. Je le mets au défi d'y trouver quelque chose dont je puisse avoir à rougir.

Mais c'est faire beaucoup d'honneur à M. Coupez que de répondre à des insinuations dont il n'est pas l'auteur responsable.

Que ceux qui lui ont tenu la main, osent donc se montrer et je discuterai avec eux, — qu'ils appartiennent au Comité des «deux cents» avec lequel flirtait M. Coupez avant les dernières élections municipales ou qu'ils soient [illegible]

Ah! on veut se placer sur ce terrain ? Soit ! J'attends.

Et maintenant à la deuxième partie de la lettre du Conseiller démissionnaire...

M. Coupez se dit radical-socialiste. Pourquoi a-t-il signé l'adhésion à la politique et à la tactique du Parti Ouvrier qui lui fut présentée avant les élections municipales ? Ou M. Coupez mentit au parti radical-socialiste — son parti — qui entrait en lutte contre nous, ou il mentit au Parti Ouvrier.

Je me souviens très bien que lorsque la liste des candidats vint en discussion devant le Parti ouvrier assemblé à la Paix, plusieurs camarades s'écrièrent que Coupez était un radical. Ainsi que je le disais hier, je défendis sa candidature non pas que j'ait supposé un seul instant que M. Coupez fut un « clou » nécessaire — la popularité dont il se targue aujourd'hui n'existait que dans son imagination, — mais parce qu'il avait été un des conseillers sortants que le *Roubaisien* avait le plus vilipendé; et, d'autre part, je croyais à la sincérité de son adhésion. Mon avis prévalut. Je ne le regrette pas puisque j'ai perdu une illusion !

Mais nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet...

Après avoir fait sa profession de foi politique, M. Coupez se livre à une série d'insinuations contre ses anciens camarades du Conseil municipal et il fulmine contre les gros traitements.

Si nos lecteurs veulent bien remarquer que depuis près de cinq ans, M. Coupez était conseiller municipal de Roubaix ils trouveront avec nous que l'écœurement dont il se déclare pris aujourd'hui a mis bien longtemps à lui soulever l'estomac.

D'ailleurs, les allégations de M. Coupez restent dans les généralités. Une fois encore nous le sommons de les préciser. S'il connaît des malversations qu'il les dénonce, s'il connaît des abus, qu'il les signale, ici, partout ! Le Parti Ouvrier ne craint pas la lumière et c'est là ce qui lui permet de tenir tête aux diffamateurs de tout acabit, — policiers de bas étage, valets de préfecture ou renégats des heures de lutte.

Au surplus, M. Coupez aura très probablement l'occasion de s'expliquer en réunion publique, devant ses électeurs, et l'administration qu'il met en cause dans sa lettre, qu'il attaque encore dans une interview publiée hier, par le *Progrès du Nord* et l'*Avenir*, ne manquera pas de venir se défendre. Je serai là moi-même, non seulement comme électeur, mais aussi pour inviter M. Coupez à déballer *tout* mon passé politique.

J'ai parlé tout à l'heure d'une interview publiée par le *Progrès* et l'*Avenir*.

Dans cette interwiev, entr'autres étrangetés, M. Coupez déclare que « les questions des octrois, du sanatorium, des tramways sont *ses œuvres* » (sic).

Nous lui abandonnons les questions des octrois et des tramways dont il ne fut que le rapporteur. Libre à lui d'en tirer gloire. Quant au sanatorium, nous lui donnons un démenti formel. Cette œuvre, l'une des plus belles, avec les cantines scolaires, du Conseil ouvrier, n'est pas sienne ; *non seulement il n'en a pas eu l'idée mais encore il n'a pas écrit le rapport qu'il a déposé, à ce sujet.*

Mais c'est rester bien longtemps sur un simple cas psychologique ! Laissons M. Coupez à son « écharpe d'adjoint rentrée ».

On ne meurt pas de cela. Tout au plus ça fait-il démissionner sous prétexte... d'écœurement !

G. SIAUVE-EVAUSY.

DERNIÈRE HEURE

(Par Service Spécial)

LA PESTE DANS LES INDES

Bombay, 28 décembre.

La peste augmente; elle a gagné les faubourgs et fait de nombreuses victimes.

Il y a eu jusqu'ici 2,100 cas, dont près de 1500 décès.

DRAME SANGLANT

Paris, 28 décembre.

Hier soir, M. Aupouiller, nourrisseur à Boulogne-sur-Seine, [illegible] a blessé grièvement à coups de bouteille, son propriétaire, M. Lagoutte, sa femme et la belle-fille de ce dernier. L'état de Lagoutte est désespéré.

UN BATEAU QUI ÉCHOUE

Marseille, 28 décembre.

Le vapeur français *Atax*, s'est échoué à l'embouchure du Rhône. Le navire est perdu, mais l'équipage est sauvé.

DOUBLE ASSASSINAT

Vitry-le-François, 28 décembre.

Mme veuve Boyer-Harat, rentière et sa bonne ont été trouvées assassinées ce matin dans leur domicile rue Pavée.

On suppose que le vol a été le mobile du crime. Les détails manquent.

ENCORE UN DE CASE

Paris, 28 décembre.

M. Jonnart, député, serait destiné à succéder à M. Cambon en Algérie, ce dernier devant être compris dans le mouvement diplomatique auquel va donner lieu la nomination du successeur de M. Courcel à Londres.

TERRIBLE CATASTROPHE

Castleisland (Irlande), 28 décembre.

Une tourbière s'est déplacée, se transformant en lac. Dix personnes, de nombreux bestiaux et plusieurs maisons ont été englouties.

On craint qu'il y ait beaucoup d'autres victimes.

VERRERIE OUVRIÈRE D'ALBI

Liste des numéros gagnants

(Suite)

340.240	Deux chemises de dame dentelles.
1.162.766	Deux volumes (œuvres de Bakounine (dons des citoyens Tresse et Storck).
393.086	Porte-montre, bronze nickelé.
571.420	Sac-trousse de dame, cuir de Russie.
748.350	Table de toilette anglaise.
67.999	Deux volumes (Satires de Juvénal).
1.108.570	Pantalon et chemise dentelle de dame.
2.077.087	Lit cage.
107.516	Deux volumes (Murailles révolutionnaires 1848).
396.570	Porte-montre, bronze nickelé.
1.055.080	Bon de l'Exposition de 1900, série 136, n° 2,648.
50.065	Deux pantalons de dame, feston à jour.
49.700	Six couverts argentés (1er choix).
710.494	Réveil, bronze doré.
2.050.679	Six couteaux, manche ébène.
597.380	Porte-montre nickel (don de la Dynamique).
834.901	Machine à coudre New-Hove.
365.528	Deux volumes (Chute de l'Empire romain), par Gibbon.
2.092.909	Deux pantalons festonnés à jour.
1.050.519	Deux volumes, don du citoyen Savine, éditeur.
509.299	Jumelle de marine.
426.161	Quatre chemises dentelles fines.
1.173.383	Descente de lit, don de la Société coopérative Militaire.
1.042.410	Balai soie.
1.061.629	Revolver bull dog.
767.704	Deux volumes, don du citoyen Savine.
11.443	Jumelle de théâtre.
72.279	Deux lampes porcelaine décorée, don du citoyen Dreyfus.
1.192.590	Deux pipes bruyère, don des ouvriers pipiers de Saint-Claude.
265.196	Volume (Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction).
19.643	Portefeuille cuir de Russie.
2.079.625	Porte-montre nickel.
528.953	Boîte de compas.
902.318	Ecran à musique.
1.170.194	Volume (chants révolutionnaires de Pottier).
2.109.500	Lit-cage.
121.731	Chemise et pantalon dentelles festonnées.
324.348	Service salade buffe (don du citoyen Rumeau).
166.381	Parapluie.
2.043.796	Volume (Science et Matérialisme).
1.222.009	Petit tonneau cognac (don du citoyen Grailles).
437.192	Bon de l'Exposition de 1900, série 136 n° 2661.
1.251.374	Jeu de cinq casserolles émaillées.
86.619	Écran tapissé à la main (don de Mme Lantesta).
2.057.211	Encrier de bronze argenté.

(A suivre).

LA DÉCORATION DE M. DUBAR

L'Echo, en réponse à notre entre-filet d'hier, déclare que MM. Alf. Thiriez, Em. Le Blan, D. Debieck et Edmond Faucheur, sont bien actionnaires de la *République Française* et il s'évertue à leur trouver des titres à la décoration de la Légion d'Honneur qu'ils ont reçue dernièrement.

— « Ces Messieurs, dit notre confrère, — *et bien d'autres non seulement dans notre ville et dans le Nord* — mais encore dans les Vosges, dans la Seine-Inférieure, etc..., ont senti l'absolue nécessité d'avoir à Paris un organe pour défendre, en face de la presse libre-échangiste, la politique de protection.... Ils ont contribué par leurs études et leurs démarches, à l'établissement des tarifs qui ont *sauvé* (sic) l'agriculture française... »

Nous pourrions répondre à l'*Echo* qu'en agissant comme ils l'ont fait, s'ils ont agi comme notre confrère le dit, ces messieurs, gros capitalistes tous, ont voulu d'abord *sauver* leurs intérêts; et si nous voulions entreprendre ici une discussion de doctrine ou de principes, nous mettrions sous les yeux de l'*Echo* les discours de MM. Rose et Dassaussoy, députés d'un département voisin, amis de l'*Echo*, qui n'ont pas l'air du tout de penser que l'agriculture ait été *sauvée* par plus par la *République Française* que par M. Méline ou M. Dubar.

Mais la question n'est pas là. Les personnes honorables et très réactionnaires que nous avons citées sont actionnaires de la *République Française* ; elles ont souscrit à ce journal, à l'instigation de M. Dubar ; elles ont été faites chevalier de la Légion d'Honneur ensuite.. Voilà ce que nous avons dit, voilà ce que l'*Echo* reconnaît implicitement, voilà ce que nous nous permettons de trouver scandaleux.

Ce point établi, nous persistons à demander que l'*Echo* nous fasse connaître les titres de son directeur à la croix d'officier de la Légion d'honneur, car, par ses réponses mêmes, notre confrère a reconnu la précision de l'information que nous avons publiée et qui l'a si fort ému.

Nous disons que, pour mériter une telle distinction, ce n'est pas assez de s'être fait l'agent financier de la *République Française*, à Lille, dans le Nord, voir dans les Vosges et dans la Seine-Inférieure ; que ce n'est pas assez de s'intituler soi-même le « sauveur » ou le « sous-sauveur » de l'agriculture, et nous un appelons à tous ceux qui, découvrant des scandales vilainonnions, voudraient que la Légion d'honneur doit rester la récompense des services rendus à la Patrie et non pas à des particuliers, — ces particuliers-là fussent-ils ministres.

LILLE

L'HISTOIRE

selon le R. P. Loriquet

Les rédacteurs de la *Croix* ne dorment plus. Ils veulent à tout prix dépasser, comme historiens de leur milieu, le R. P. Loriquet, de ridicule mémoire : aussi ce qu'ils fabriquent de contes invraisemblables est prodigieux. Jugez.

Il y a quelques jours, ils publiaient dans leur saint torchon sous la rubrique « Une question à M. Doblerre » une note jésuitique où ils insinuaient qu'à la suite d'une soirée récréative donnée au patronage laïque des anciennes élèves de l'école de la rue Fénelon, dans une des salles de l'école maternelle de la rue Philippe-de-Commines, *six ou sept jeunes gens ont été introduits dans la réunion des jeunes filles, après le départ des parents, pour y faire danser ces demoiselles, jusqu'à 9 heures 1/2 du soir !*

Nous avons fait faire une enquête sur les faits graves révélés par la Croix — graves pour les mères de famille qui avaient abandonné leurs demoiselles dans un de ces lieux de perdition qu'on appelle une école laïque —, et voici ce que nous avons appris :

On a bien dansé, rue Philippe de Commines, après la fête à laquelle la *Croix* fait allusion, mais *dans une soirée tout intime* offerte par la directrice chez elle, à cinq ou six instituteurs ou institutrices, accompagnés de leur femme, de leurs fils et de leurs filles.

Quel scandale, n'est-ce pas ? Est-ce que d'une directrice d'école laïque a le droit de recevoir chez elle, ses amis ? Non ! affirme la *Croix*.

Au public d'apprécier.

LES CUISINES POPULAIRES

Le *Progrès du Nord* revient faiblement, pour la forme, sur la question des Cuisines populaires. Comme dans ses précédents numéros, il continue à éluder nos questions et il prétend que « nous nous bouchons obstinément les oreilles ! » Reprocher aux autres sa propre surdité est un comble facile et très gai. Laissons notre confrère s'amuser « pour ce que rire est la propre de l'homme ». On ne saurait d'ailleurs, terminer plus agréablement une polémique où les mêmes arguments ont été vingt fois ressassés et vingt fois combattus.

UNE GRAVE AFFAIRE

à la Maternité Sainte-Anne

Il y a quelques jours, on nous racontait un fait tellement monstrueux et invraisemblable, que nous avions peine à y croire.

Nous n'avons pas voulu le publier avant de le contrôler. Mais un témoin oculaire, digne de foi, nous l'ayant affirmé, nous croyons aujourd'hui devoir le porter à la connaissance de qui de droit, en demandant une enquête d'une instruction judiciaire même, si le fait est établi.

Le dimanche 18 courant, à 4 heures du matin, une jeune fille de 17 ans, Mlle Louise Victoire Ronce, se présentait à l'asile de la Maternité, dit asile Sainte-Anne, rue du Port.

Cet asile, qui dépend de la Faculté catholique, est tenu par des religieuses, assistées d'internes en médecine.

Après avoir été examinée par deux externes, dans une salle à deux lits, où déjà l'un des lits était occupé par une autre femme entrée la veille, Louise Ronce fut admise sans difficulté. Hélas, il aurait mieux valu, pour elle, le contraire.

L'un des internes lui dit : « Mademoiselle, votre accouchement se fera dans une heure au plus tard. Nous reviendrons, mais si vous aviez besoin de nous, vous n'auriez qu'à appuyer sur ce bouton (il désignait le bouton d'une sonnerie électrique) et nous serons de suite auprès de vous. »

Quarante minutes après, la jeune fille était prise des douleurs de l'enfantement. Elle pressa sur le bouton indiqué, mais personne ne vint, et, sans pousser un cri, elle accoucha d'un garçon. L'accouchement n'avait pas été laborieux. Louise Ronce, quoique âgée de 17 ans, paraissait en avoir 24 et était d'une constitution peu commune.

Le lit était inondé de sang ; c'était une véritable mare.

Mme X., qui occupait le second lit, se leva, quoique malade, pour réclamer du secours. Elle sonna, elle appela même dans le couloir, mais personne ne vint.

Ce n'est qu'après 5 heures 1/2 qu'une religieuse entra dans la salle. Son premier

---

5

LE JUSTICIER

PAR

CÉCILE CASSOT

Le premier, étrangement impressionné de l'histoire de son nouvel ami, semblait sortir d'un songe ; aussi laissa-t-il Damiens s'éloigner sans le suivre.

Les soldats dormaient. Seuls, les factionnaires, dans leur marche forcée, interrompaient le silence nocturne.

Une heure sonnait à l'horloge d'Anloing ; le brouillard, sous le vent du sud qui se mit à souffler, s'effaçait par lambeaux, découvrant des échancrures du ciel étoilé.

En tournant la tente du maréchal, Dravalde aperçut, le long de celle qu'on destinait à Louis XV, la silhouette de Damiens. Il paraissait si absorbé dans ses pensées, que Dravalde l'évita, craignant de le déranger.

Il marcha curieusement, sans être inquiété, dans la direction de la rotonde grise que Damiens avait dit être le théâtre de Monseigneur. Le silence et l'obscurité l'enveloppaient. Le nom de Mme Favart avait repris possession de sa pensée. Justine, qu'il avait vue plusieurs fois chez son oncle, là-bas, à Montorgueil, lui parlerait d'Arlette qu'il aimait tendrement, saintement, malgré l'extrême jeunesse de l'enfant qui n'avait pas encore atteint sa quatorzième année.

Au moins, s'il trouvait la mort en combattant, qu'il eût la joie suprême de parler d'Arlette à quelqu'un qui touchait sa bien-aimée de si près ! Il avait aussi à plaider sa cause auprès de l'aimable actrice qui ne devait pas ignorer l'infamante condamnation dont il avait été victime.

Dravalde avait hâte de se débarrasser de ce poids oppresseur en dévoilant l'injustice qui peut-être le flétrissait aux yeux d'Arlette dont il ne pouvait suspecter la bonne foi ni la loyauté.

Comme elle était rieuse et espiègle quand ils se rencontraient fortuitement devant l'autel en plein vent de la Vierge noire à laquelle la chère enfant était vouée !

Ces souvenirs chassaient les ombres du malheur qui estompaient sa vie, et emplissaient son cœur de joie.

Hier forçat, aujourd'hui soldat...

Il passa ses mains sur son front et s'assit auprès de la rotonde pour mieux s'entretenir avec les chères visions qui venaient le visiter.

A cette époque, qui date de cent cinquante ans, le soldat laissait presque toujours une fiancée à laquelle, la veille d'un combat, il envoyait un souvenir, signe d'adieu que celle-ci conservait piesseusement toute sa vie, si son bien-aimé restait sanglant sur le champ de bataille.

L'amour, le plus haut, le plus saint des sentiments, s'offrait en holocauste au patriotisme, cet autre noble sentiment que tant d'hommes de nos jours méconnaissent.

Dravalde, qui revivait le passé fleuri de ses jeunes années, aperçut une femme enveloppée d'une mante noire qui venait de son côté.

Elle était escortée de mousquetaires noirs qui la précédaient en portant des torches. Dravalde ne pouvait voir sa figure, mais sa taille et sa démarche aisée étaient celles de Justine. A quelques mètres de Dravalde couché sur le sol, elle congédia son escorte et vint, de son pas léger, droit vers l'ami d'Arlette qu'elle ne voyait pas.

Un malaise s'était emparé du soldat qui songeait que cette charmante comédienne dont la réputation de vertu était si grande, venait d'un rendez-vous avec le maréchal que Damiens lui avait peint si fougueux, si terrible.

— Madame Favart ! dit tout bas le jeune homme.

— Qui m'appelle ? demanda Justine à voix basse.

— Dravalde !

— Dravalde ! répéta Mme Favart incrédule, Dravalde ! Le pauvre garçon est au bagne.

— Je suis Dravalde, riposta le soldat avec énergie ! je vous supplie de m'entendre au nom d'Arlette.

— Venez, murmura la jeune femme faiblement et si bas qu'il l'entendit à peine.

— Et M. Favart ?

— Il est à Tournai par ordre du maréchal.

Elle frappa doucement sur la toile ; une femme de chambre très jeune vint ouvrir, un flambeau à la main. Justine entra dans un luxueux boudoir tendu de satin bleu et de velours jaune, garni de fleurs et de sièges très bas. Dans une cheminée improvisée brûlait une bûche qui emplissait la pièce de ses pétillements.

— On ne se croirait pas sous la tente, chez vous ?

— Non, le prince fait bien les choses, trop bien, répondit Justine en soupirant.

Deux larmes jaillirent de ses yeux.

— Je n'ai pas à me gêner devant vous, murmura la jeune femme dont l'angélique visage portait les traces d'un grand chagrin ; vous êtes l'ami d'enfance de ma chère Arlette.

— Merci de cette marque de confiance, dit Dravalde, qui saisit la main de l'actrice et la porta à ses lèvres.

— Avant de vous parler de moi, reprit la bonne Justine, vous apprendrez avec plaisir que ma chère Arlette vous aime toujours et qu'elle ne vous a jamais cru coupable du crime dont vous avez été accusé. Mon oncle Mérolles, son père, malheureusement ne partage pas son avis, mais vous savez que le bonhomme pensera toujours comme le prieur Saint-Thomas d'Enchon. Comment avez-vous pu vous échapper de votre enfer ?

Mon histoire est longue... Je vous la conterai plus tard. Pourquoi pleurez-vous ? Ne puis-je vous être utile ou vous défendre ? Parlez, madame. L'amie, la cousine d'Arlette a droit à mon amitié, à mon respectueux dévouement.

Les yeux bleus de Justine brillèrent à travers ses larmes.

— Je ne me suis pas trompée sur votre compte, vous êtes un noble cœur, mais vous ne pouvez rien pour moi, vous êtes le soldat du prince Maurice de Saxe qui me poursuit de ses assiduités amoureuses. Mon mari a une telle confiance en moi qu'il ne s'aperçoit de rien ; il ne se doute pas de mes luttes. Le pauvre homme ignore mon péril, que je veux, que je dois lui cacher. Sous la ponction qu'on fait au maréchal, je serais violentée comme une esclave... C'est ainsi, ajouta l'actrice en sanglotant... J'échappe ce soir, mais demain le lion exigera sa proie... Le maréchal est terrible, il m'écoute que sa passion que j'attise en me refusant... Pourtant je ne puis, ajouta Justine en se tordant les mains, je ne puis...

— Le maréchal est généreux ; il ne pensera pas la cruauté si loin que vous le supposez.

— Que vous le connaissez peu ! s'écria Justine vivement. Vous le jugez comme soldat !... Il a sans doute les grandes qualités qu'on lui prête, mais l'homme, l'amoureux, c'est un lion, c'est un tigre : il commande, il veut être obéi. Un homme d'ailleurs, pour un prince, surtout une femme comme moi, doit se trouver heureuse de l'honneur qu'on lui fait. Mon refus est une injure qu'il vengera... Ah ! je suis perdue !

— Fuyez !

— Fuir ! Et comment ! Je suis gardée à vue.

— La présence du roi au camp va vous donner quelques loisirs.

— Et les mousquetaires noirs ?

— Damiens et moi nous trouverons bien le moyen de les distraire.

Justine sourit à travers ses larmes.

— Votre dévouement est inutile.

— Demandez la permission de retourner ce matin à la ville ; elle vous sera accordée. Le maréchal ne doit pas tenir que le roi vous voie.

— Madame, madame, dit la jeune femme de chambre, Damiens demande la grande française.

Le regard de celui-ci alla de l'actrice à Dravalde.

— Je vous demande pardon, madame, dit Damiens, je viens chercher mon ami, dont la présence ici n'est rassurante ni pour lui ni pour vous.

« Ne peut-on sortir par une autre porte que celle-ci ?

— Julie, fais sortir ces messieurs par les coulisses.

— Bien, madame.

— Qui vous envoie ?

— J'ai entendu causer un mousquetaire noir. Mille pardons, madame ! Dravalde suivez-moi !

(*A suivre*).